

L'agriculture réinventée pour résister au changement climatique

A Tanlili, village du Burkina Faso, les paysans s'organisent pour lutter contre le changement climatique. Des groupes locaux expérimentent des pratiques afin de préserver leur autonomie agricole.

🔒 Article réservé aux abonnés



L'un des groupes a pour mission d'enrayer le ruissellement qui emporte la terre fertile. - D.R.



Journaliste au pôle International

Par **Colette Braeckman** (</26702/dpi-authors/colette-braeckman/>)

Publié le 31/12/2024 à 00:00 | Temps de lecture: 7 min 🕒

Une fine poussière jaune nimbe les petites maisons de Tanlili, un village de la commune de Zitenga, province d'Oubritenga, au milieu du plateau central du Burkina Faso. En cette saison sèche, les hommes rassemblés par le groupe de recherche-action Diobass écologie et société (DES) préfèrent s'asseoir dehors pour deviser devant un bâtiment de pisé qui abrite des dizaines de sacs soigneusement répertoriés. Nul n'ignore qu'à quelques dizaines de kilomètres vers le nord, l'armée burkinabée fait face aux incursions des rebelles islamistes et c'est à mi-voix que l'on rappelle qu'en septembre dernier à Barsalogo, près de 400 villageois ont été massacrés par les rebelles venus du nord.

Ici, au milieu de cette savane jaunie, on préfère se concentrer sur un combat à la mesure des paysans : lutter contre les effets du changement climatique. En préambule cependant, le vieil Issa, frissonnant dans son veston râpé, tient à rappeler que le climat n'explique pas tout : « Autrefois, à Tanlili, il y avait moins de monde, moins de bétail. Aujourd'hui la population a augmenté, – plus de naissances, plus de réfugiés chassés par les combats, plus d'arbres coupés. Par conséquent, le couvert forestier a diminué et le sol s'est appauvri. Le régime des pluies a changé : autrefois on semait dès fin mai-début juin, aujourd'hui il faut attendre le mois d'août et fin septembre, c'est déjà fini. Cette année, l'arbre à karité n'a pas produit ses fruits et nous avons dû renoncer à produire du beurre de karité, alors que cette spécialité du Sahel est très appréciée... »

Les organisations paysannes membres de DES ont aussi en leur sein des groupes de recherche et de réflexion et Parfait Saka, l'animateur qui les conseille, tient à ce que tout le monde ait droit à la parole. Lente, prudente, est la parole paysanne. Mais lorsqu'elle s'exprime, les observations s'additionnent : « Le sol s'est appauvri... Autrefois, les herbes qui poussaient sur les parcelles laissées en jachère empêchaient les eaux de ruisseler et de fuir. D'ailleurs, les jachères ont disparu, désormais nous cultivons toute l'année mais les rendements diminuent... »

Groupes de recherches

Des hommes mûrs se souviennent des experts étrangers qui naguère défilaient dans le village : « Ils voulaient nous imposer des semences sélectionnées et, catalogue à l'appui, nous promettaient qu'elles auraient un meilleur rendement. Ils arrivaient aussi avec des sacs contenant des engrais chimiques. Ceux d'entre

nous qui ont cru au progrès qu'on leur promettait ont dû déchanter. » Longue est la liste des déconvenues : « Les pesticides coûtaient cher, certaines semences anciennes ont disparu et les nouvelles, lorsqu'on les semait à nouveau, ne donnaient presque plus rien. »

Voici une quinzaine d'années, un agronome belge, Hugues Dupriez, a pris le temps de s'asseoir au milieu des paysans, le temps aussi de marcher à leurs côtés dans les champs. Il a entendu leurs doléances mais surtout il les a écoutés lorsqu'ils expliquaient leurs anciens savoirs, ces pratiques qui permettaient de vivre dans ces régions frappées par des sécheresses récurrentes. S'inspirant du nom d'une vallée sénégalaise appelée Diobass, il a lancé Diobass écologie et société composée de « groupes de recherches paysannes » animés au Burkina Faso par Parfait Saka. Géographe de formation, ce dernier a délaissé son bureau pour reprendre le chemin des campagnes et se mettre à l'écoute du savoir de ses compatriotes longtemps négligés.

A Tanlili seulement, cinq groupes de « recherche-action » se sont ainsi constitués, travaillant pour près de 3.000 hommes et femmes appartenant à l'Union Namanegbzanga des groupements villageois de Tanlili. Les paysans et paysannes assis devant nous se présentent avec fierté : « Nous formons un groupe d'experts paysans et mettons en commun nos expériences, notre savoir. Celui des hommes, mais aussi celui des femmes, celles qui nourrissent les familles et qui ont parfois mieux retenu les leçons du passé. »

L'expertise est multiple et, en langue locale, le moré, les « experts de terrain » la décrivent avec fierté : Ouédraogo appartient au groupe 3, qui lutte contre le striga, une plante qui attaque les cultures.

Quant au groupe 5, mené par Ablassé, il a pour mission d'enrayer le ruissellement qui emporte la terre fertile : « Sur les parcelles, nous créons des bandes de terre de 35 centimètres. Nous y plantons des arbres comme des acacias, qui freinent le ruissellement des eaux et fertilisent le sol. »

Ouédraogo s'agite sur son banc : il tient à nous montrer le hangar qui abrite des sacs emplis de végétaux, herbes et feuilles soigneusement triées. « C'est ici que nous expérimentons un compost spécial qui favorise la croissance des tomates et des oignons. Nous avons enrichi notre compost avec de l'azote que nous tirons de plantes locales. Nous expérimentons aussi l'urée liquide et observons ses effets. »

Parcelles expérimentales

A propos des engrais, les paysans sont intarissables : « Nous en avons reçu, des visiteurs, qui nous proposaient des engrais chimiques et nous proposaient des prix d'amis ! Mais leurs produits s'avéraient efficaces pour une saison seulement. Ensuite, c'était terminé, et à nouveau il nous fallait payer. Or, de l'argent liquide, nous n'en avons pas beaucoup et nous avons décidé de mettre fin à cette dépendance en produisant nos propres engrais. »

« Poussière aux pieds, vaut mieux que poussière au derrière » c'est l'un des préceptes de Diobass légués par Dupriez et chacun le répète en souriant : en milieu paysan, il faut bouger, marcher, faire les constats sur le terrain, au mépris des chaussures de ville. Les « experts en sandales » nous poussent donc vers leurs parcelles tests où se succèdent des expérimentations d'oignons et de tomates qui poussent sur les rangées bien droites. Les calculs sont précis : « Chaque parcelle reçoit deux kilos et demi de compost et nous attendons trois jours pour renouveler l'opération, observer les résultats. Vingt-et-une parcelles expérimentales sont ainsi soit arrosées d'engrais liquides soit recouvertes de compost. Et une dernière parcelle est laissée sans apport d'aucune sorte, nous y observons la croissance différente des légumes. »

C'est à peine si nous osons aborder la question des semences, sachant combien les semences génétiquement modifiées suscitent la controverse. La réponse jaillit, sans tarder, unanime. « Chez nous, ça ne marche pas. Du reste nous faisons partie de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique. Nous tenons à utiliser nos propres semences, celles que nous ont léguées les anciens. Déjà nous en avons perdu beaucoup... Ce sont surtout les femmes maraîchères qui les ont gardées, malgré l'avis des techniciens étrangers... Dans les années 2008, on nous a même proposé au Burkina des semences OGM coton, génétiquement modifiées, mais nous avons tout refusé... »

Les paysans aiment raconter l'histoire d'une semence de petits pois, très particulière : « Elle ne donne jamais rien, sauf une fois, tous les dix ans environ. L'année où les autres cultures sont en échec à cause de la sécheresse : c'est alors que cette semence produit et nous sauve... »

Au fil des années, la démarche Diobass, soutenue par l'ONG Misereor, s'est implantée au Burkina Faso et une cinquantaine de groupes de « paysans spécialistes » se sont organisés dans huit des quinze régions du pays. La même

méthode simple est appliquée : « Identifier le problème, l'analyser, chercher des solutions sur base de nos savoirs traditionnels, en interrogeant les anciens, les jeunes et aussi les femmes... »

C'est fin décembre 2024 que le Burkina Faso, dirigé par une junte militaire, devrait quitter la Cedeao, l'organisation régionale qui a instauré la libre circulation et une monnaie commune aux quinze pays de la région. Seule compte désormais l'AES, Alliance des Etats du Sahel, (Burkina Faso, Mali, Guinée) tous en lutte contre des mouvements djihadistes venus du désert.

Accrochés à leur terroir, s'inspirant de leurs traditions, les paysans de Tanlili courbent le dos et, comme la plupart de leurs compatriotes, ils se disent soulagés par le départ des Français mais déçus par la baisse de l'aide internationale. Même s'ils sont bien informés de la politique, ils observent un silence prudent : « Tout cela se passe dans les villes... Ici il nous faut d'abord survivre et maîtriser le climat qui change à toute vitesse... »

